

# Perspectives

N°23/147 – 17 mai 2023

## JAPON-CORÉE – Les lignes de force de la géo économie asiatique bougent vite

Le Japon et la Corée du Sud se rapprochent : le 16 mars, Kishida Fumio, Premier ministre japonais, et Yoon Suk-yeol, président sud-coréen, se sont retrouvés à Tokyo pour une première rencontre bilatérale depuis 12 ans, puis à Séoul en mai. La Corée est aussi invitée au G7 par le Japon. Il s'agirait donc d'une « nouvelle ère », selon le président coréen. Si ce rapprochement se poursuit, ce sera l'une des nouvelles lignes géopolitiques qui peut impacter l'économie régionale, voire mondiale, notamment pour les secteurs sous pression géopolitique, semi-conducteurs et batteries en tête. Reste à savoir jusqu'où cette relation pourra s'autonomiser des États-Unis, et comment elle influencera la relation des deux pays avec la Chine.

### La mémoire fait mal

Restons prudent : la réconciliation Corée du Sud/Japon n'est pas achevée. Elle butte sur les dossiers mémoriels de la période coloniale, travail forcé des 850 000 Coréens et drame des 200 000 « femmes de réconfort ». Le Japon a certes présenté des excuses, la dernière fois en 1998, et a versé des dédommagements, mais pas toujours directement aux victimes. Au point qu'en 2018, les tensions flambent à nouveau avec un arrêté de la Cour suprême coréenne qui demande des réparations ciblées à des entreprises. Surtout, tout cela est jugé insuffisant pour de nombreux Coréens qui parlent d'excuses insincères. Le Japon – qui n'est pas toujours le champion du travail mémoriel... – refuse de les renouveler, et 60% des Coréens resteraient donc hostiles à tout rapprochement.

### La géopolitique des îlots

Les conflits sont aussi commerciaux et militaires : un incident naval en 2018, et un blocage des exportations nippones de produits chimiques clés pour les chaînes de valeur de semi-conducteurs. Certes, la levée des contrôles est désormais actée, et les deux pays ont rouvert leurs « listes blanches » de produits stratégiques échangeables sans contrôles. Mais cette normalisation est récente. Et le gouvernement coréen a beau faire valoir que cela a stimulé la production nationale sur ces produits, et donc l'autonomie stratégique coréenne<sup>1</sup>, la méfiance demeure vis-à-vis de Tokyo. Enfin, le vieux dossier des îles Takeshima (Dokdo en coréen) n'est pas résolu, contrôlées par la Corée et revendiquées par le Japon. Le sujet est d'ailleurs inscrit en toutes lettres dans les trois importants documents d'orientation stratégique produits par Tokyo en décembre dernier (les derniers du genre dataient de 2013).

### Les raisons du rapprochement

Néanmoins, le rapprochement des deux pays se fait, poussé par un président coréen en rupture avec les stratégies de ses prédécesseurs. Pour beaucoup de raisons, à la fois géopolitiques et économiques. En désordre : la coordination est nécessaire face à la Corée du Nord, la « plus grave et imminente menace » selon la stratégie japonaise ; les États-Unis veulent une relation trilatérale pour leur stratégie asiatique ; la Chine est un sujet commun ; et la guerre en Russie a provoqué un électrochoc, notamment à Tokyo (qui va porter ses dépenses de défense à 2% du PIB d'ici cinq ans). Plus largement, il n'y aura pas de stabilité dans la région indopacifique sans règlement du contentieux nippon-coréen.

<sup>1</sup> « Réorganisation des chaînes de valeur : le cas de la Corée du Sud », IFRI - Institut français des relations internationales

## Les enjeux climatiques imposent la coopération

La sécurité économique (terme très souvent évoqué dans la stratégie japonaise) de chacun, devenue une priorité pour tous, passe par la sécurisation des chaînes de valeur régionales. Il ne s'agit pas seulement de menaces géopolitiques mais aussi de la matérialisation rapide des risques climatiques : depuis 2000, 40% des désastres mondiaux auraient eu lieu en Asie Pacifique. Les gouvernements des deux pays veulent donc renforcer une coopération régionale sans laquelle la résilience de la région sera impossible : cet objectif vient d'être clairement réaffirmé au cours de la 56<sup>e</sup> assemblée des gouverneurs de la Banque asiatique de développement, et la coopération est matérialisée depuis 2010 par la possibilité d'activer, en cas de catastrophe, des *swaps* en devises nationales (Chiang Mai Initiative), à hauteur de 240 Mds USD – programme ouvert à l'Asean + 3 (Chine, Japon et Corée). Par ailleurs, Séoul et Tokyo collaborent aussi dans des instances régionales (IPEF<sup>2</sup>, Mékong Commission, Pacific Island Forum...).

## La logique puissante de l'interdépendance

Une idée importante fait donc son chemin entre Japon et Corée du Sud, qui peut transgresser les vieux contentieux : la croissance de la région toute entière dépend de la façon dont l'Asie va faire face collectivement aux risques globaux (première réunion de l'*Asian Zero Emissions Community* au Japon en mars). Et le ministre des Finances coréen a donc posé comme objectif le développement de liens commerciaux plus intenses entre les deux pays, enjoignant les entreprises à plus de coopération pour des chaînes d'approvisionnement plus résilientes.

## Pendant ce temps, l'Otan progresse en Asie

37 essais balistiques intercontinentaux de la Corée du Nord en 2022... Cela suffirait à imposer un rapprochement stratégique entre la Corée du Sud et le Japon (qui se fait notamment autour des systèmes de radar), en plus des manœuvres maritimes existant déjà sous les auspices américains. L'objectif des États-Unis s'est d'ailleurs élargi : il s'agirait, à terme, d'inviter le Japon dans le nouveau groupe consultatif nucléaire formé avec Séoul. La question nucléaire est effectivement essentielle, de plus en plus prégnante dans la région, non seulement à cause de la Corée du Nord mais aussi parce que la Chine accélère dans ce domaine – et le conflit en Ukraine montre chaque jour comment la Russie utilise l'argument nucléaire pour sanctuariser son territoire. Désormais, il faut donc penser la stratégie et la guerre, très concrètement, en fonction de cela.

Evidemment la Chine a réagi à la formation de ce groupe, reprochant à Séoul d'être « hypnotisée par la berceuse américaine » et de provoquer les voisins du Nord. De fait, la Corée est effectivement l'une des pièces maîtresses de l'extension de l'OTAN en Asie, invitée, comme le Japon, à la réunion de juin dernier. Signalons, et ce n'est pas une information marginale, que Tokyo va accueillir un bureau de liaison de l'Otan.

## Une stratégie de dissuasion qui accroît la capillarité du militaire et de l'innovation

En parallèle, les deux pays développent chacun de leur côté une stratégie géopolitique autonome, à la fois par un programme de réarmement, mais aussi par un tissu d'alliances qui permettent à la fois de gérer les menaces mais peut-être aussi de rééquilibrer un peu l'influence américaine. Côté japonais, citons l'acquisition des missiles de longue portée Tomahawk, et un accord de partage d'informations avec l'Australie. Il faut dire que Tokyo, dans une infériorité militaire structurelle et non rattrapable face à la Chine, vise désormais une « *strategy of denial* » : montrer à son adversaire qu'une invasion est impossible, ou qu'elle imposerait d'énormes dommages. C'est évidemment aussi la stratégie menée à Taïwan. En parallèle, le Japon cherche également des zones de supériorités asymétriques dans des domaines intégrant l'espace et le cyber.

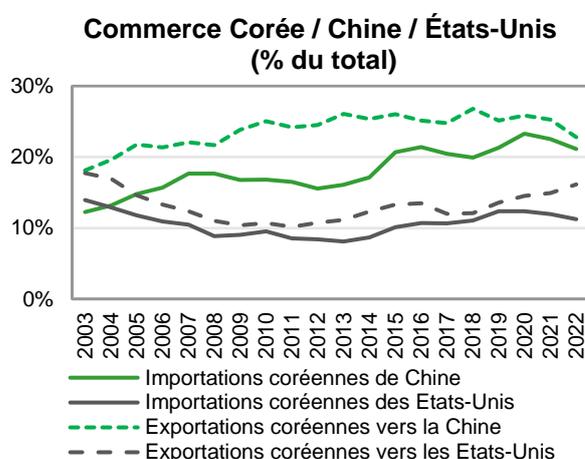
## Géopolitique froide, économie chaude ?

Les États-Unis ont créé en novembre dernier un partenariat trilatéral pour l'Indo Pacifique, qui englobe des domaines plus larges que la « simple » coopération militaire. Fondé sur l'idée de valeurs communes (ce fameux concept de « *like minded states* » qui est désormais à la base de la stratégie américaine), ce partenariat est l'un des outils destinés à organiser la participation japonaise et coréenne au *Chips Act* américain, qui vise au *containment* technologique chinois. L'alignement de la Corée et de Japon sur cette stratégie est clairement une tendance lourde, qui ne semble pas évitable, mais dans les faits, à court terme,

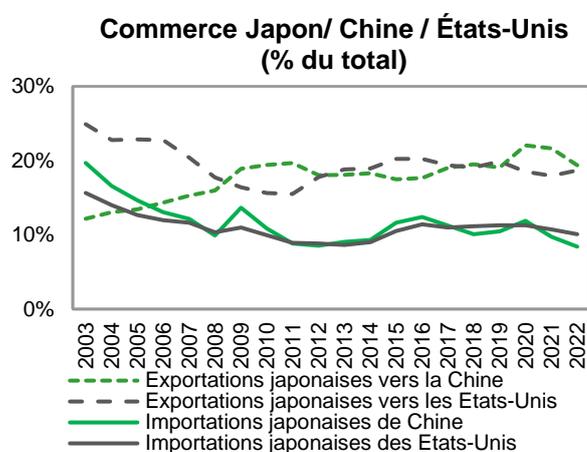
<sup>2</sup> L'Indo-Pacific Economic Framework (IPEF) est un partenariat économique entre les États-Unis et treize pays asiatiques, dont le Japon et la Corée du Sud, mais sans Taïwan et la Chine. Il a pour objectif de générer une plus grande intégration dans quatre domaines clé dont les chaînes d'approvisionnement et les énergies vertes, bien qu'il ne s'agisse pas d'un accord de libre-échange.

le contrôle américain des exportations met néanmoins en difficulté les Coréens qui produisent en Chine, SK Hynix et Samsung en tête. Ces derniers ont donc obtenu une dérogation d'un an, mais le dossier reviendra en octobre prochain.

Surtout, au-delà des secteurs stratégiques, la Chine reste un partenaire commercial essentiel, achetant respectivement 23% et 20% des exportations de la Corée et du Japon en 2022. Ce grand écart entre les réalités économiques d'aujourd'hui et la géopolitique de demain n'est pas sans rapport avec les précautions oratoires prises par la Corée vis-à-vis de la Chine dans sa première stratégie indopacifique présentée en décembre dernier : Pékin y est présenté comme « *un partenaire clé pour la prospérité et la paix dans la région indopacifique* ». En fait, la Corée s'arrime à la bipolarisation globale, s'aligne évidemment sur les États Unis pour le militaire et le contrôle des secteurs stratégiques, mais la réalité économique et commerciale d'une Chine, par ailleurs membre du RECEP, reste un facteur de rééquilibrage dans d'autres secteurs, pour l'instant moins stratégiques. Au Japon, c'est ce que l'on résume depuis longtemps avec l'expression, encore partiellement valable, d'une géopolitique froide et d'une économie chaude. Une stabilisation sur le tiède dans les deux domaines serait un scénario franchement souhaitable dans le contexte actuel alarmant d'escalade des tensions globales.



Sources : Trademap, Crédit Agricole S.A./ECO



Sources : Trademap, Crédit Agricole S.A./ECO

Article publié le 12 mai 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
15/05/2023	<u>Parole de banques centrales – La BOE augmente ses taux de 25 pdb à 4,5% et révisé fortement ses prévisions</u>	Royaume-Uni
12/05/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
12/05/2023	<u>Les nouvelles dépendances</u>	Europe
11/05/2023	<u>Brésil – « Patience et sérénité »</u>	Brésil
10/05/2023	<u>Asie – Conjuguer développement et transition écologique</u>	Asie
10/05/2023	<u>Italie – La "botte" crée la surprise au T1-2023</u>	Italie
09/05/2023	<u>Parole de banques centrales – Réserve fédérale : pause possible en juin, mais sans garantie</u>	États-Unis
05/05/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
04/05/2023	<u>L'indésirable blé ukrainien</u>	Ukraine
04/05/2023	<u>Brésil – Vers un nouveau cadre budgétaire</u>	Brésil
03/05/2023	<u>Soudan – L'instabilité politique, un frein à l'économie</u>	Afrique sub-saharienne
02/05/2023	<u>Chine-États-Unis – Les promesses non tenues de l'accord commercial</u>	Asie, Amérique du Nord
02/05/2023	<u>PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole</u>	Agri-Agroalimentaire
28/04/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
28/04/2023	<u>France – Conjoncture – Flash PIB : la croissance atteint 0,2% au T1 2023</u>	France
28/04/2023	<u>News géoéconomiques</u>	Géoéconomie
27/04/2023	<u>Italie – Scénario 2023-2024 : 2023, l'année du ralentissement</u>	Italie
27/04/2023	<u>L'indispensable politique étrangère des entreprises</u>	Monde
26/04/2023	<u>Chine – Les paradoxes de la reprise chinoise</u>	Asie
26/04/2023	<u>Italie – Le bon élève mais pauvre, une consolidation qui ne dit pas son nom</u>	Italie
25/04/2023	<u>Amérique latine – Un peu de prévision, un peu de prospective</u>	Amérique latine
24/04/2023	<u>Espagne – Scénario 2023-2024 : le retour de la croissance molle</u>	Zone euro
21/04/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
21/04/2023	<u>Royaume-Uni – Scénario 2023-2024 : la récession évitée, l'inflation persiste</u>	Royaume-Uni
20/04/2023	<u>Inde – Derrière le "moment indien", le domino géopolitique</u>	Asie
20/04/2023	<u>Inde – Derrière le "moment indien", le paradoxe économique</u>	Asie

**Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques**

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

**Directeur de la Publication** : Isabelle Job-Bazille

**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda

**Documentation** : Dominique Petit – **Statistiques** : Alexis Mayer, Jorge Mariano Mamani Soria, Youyiming Wang

**Secrétariat de rédaction** : Véronique Champion

Contact: [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)

Consultez les **Études Économiques** et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

**Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store

**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

*Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.*